

ALLOCUTION DE BIENVENUE A L'OCCASION DES 10^{ème} UNIVERSITES D'ETE DE LA DEFENSE

Lundi 10 septembre 2012

Nota : la partie figurant entre crochets n'a pas été prononcée lors de la séance d'ouverture.

Madame et Monsieur le Président de la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale et du Sénat,
Messieurs les parlementaires,
Mesdames et Messieurs les officiers généraux,
Mesdames, Messieurs,

Je suis particulièrement heureux, au nom de l'ensemble des armées de vous accueillir dans la Marine nationale et à Brest pour les travaux de cette 10^{ème} édition de l'Université d'été de la défense. Cette ville, située là où finit la terre, est très représentative des enjeux de demain de notre pays, à la croisée de la mer et de la terre.

Je veux saluer tous ceux d'entre vous qui nous font l'honneur de leur présence et je tiens à remercier vivement les « universitaires » des nombreux pays qui viennent apporter une dimension européenne et internationale à ces rencontres.

Ce matin, vous avez eu l'occasion d'échanger idées et expériences au sein des différents ateliers ou forums qui vous ont été proposés.

Les présentations auxquelles vous allez assister cet après-midi vous permettront de mieux apprécier les moyens que la marine nationale et les autres armées mettent en œuvre, ensemble, sur le terrain, dans le cadre des fonctions stratégiques du Livre Blanc de 2008.

J'adresse également ma gratitude à mon grand ami l'amiral Mark Stanhope, First Sea Lord, qui nous rejoindra ce soir et qui n'a pas hésité à mettre l'une de ses frégates à notre disposition. L'esprit de Lancaster House souffle sur ces Universités d'été et je m'en réjouis vivement !

Je remercie mes homologues de l'armée de terre et de l'air d'avoir déployé des unités, très loin de leurs bases, pour ces présentations. Cela vous permettra d'appréhender combien nous sommes sensibles les uns et les autres à la

nécessaire cohérence interarmées de notre outil opérationnel car nos trois armées œuvrent, partout, au quotidien et souvent ensemble.

Je voudrais d'ailleurs, en tant que chef d'état-major de la Marine, et en tant qu'ancien responsable des opérations interarmées, en profiter pour rendre hommage à ces femmes et à ces hommes qui ont choisi le métier militaire pour servir leur pays. Ils ont réussi ces dernières années à remplir toutes les missions qui leur ont été confiées avec un grand professionnalisme qui a été partout remarqué, tout en menant de front des réformes d'une ampleur jamais connue depuis une cinquantaine d'années.

Il ne suffit pas d'être un bon technicien pour être un bon militaire. Il faut avoir un sens exemplaire de l'engagement, un don de soi pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême, une disponibilité hors du commun de notre société et, enfin, la volonté de servir la communauté au détriment parfois de sa propre famille. Ces qualités deviennent rares. Ces femmes et ces hommes constituent la pierre d'angle de la défense, pilier des intérêts de la Nation. Leur dynamisme, leur motivation, leur enthousiasme constituent un véritable trésor. Nous devons impérativement veiller à le préserver.

En tout cas, aujourd'hui, je peux vous le dire : rien ne peut me rendre plus confiant dans l'avenir que d'aller à la rencontre de mes marins : Je suis fier d'eux, j'ai confiance en eux.

Mesdames et messieurs, le thème retenu pour cette rencontre « *Défense : nouveaux enjeux économiques et stratégiques* », restitue bien le fait que nous sommes confrontés aujourd'hui à une forte recomposition du monde et qu'il est urgent de nous interroger sur les réponses que la France peut et doit y apporter.

Nous sommes dans un monde qui n'est plus ni en guerre ni en paix, mais qui est fortement instable et dont l'avenir paraît bien incertain. Certains parleront du retour de la surprise stratégique, d'autres de l'imprévisibilité des crises. Le printemps arabe qui s'est déroulé à nos portes sans que personne ne l'ait vraiment anticipé doit nous inciter à l'humilité dans les études prospectives et nous conduire à balayer un champ large bien au delà des simples planifications du passé. L'enchevêtrement et le caractère mondial de certains de nos réseaux rend parfois complexe la définition de nos intérêts et brouille la notion même de défense. Et les questions sont nombreuses auxquelles il faut apporter une réponse : se défendre contre qui ? Contre quoi ? Quels sont nos intérêts vitaux,

stratégiques et quotidiens? Comment les articuler avec ceux de nos alliés ? Que seront-ils demain ? Car il s'agit bien de défendre nos intérêts de demain et non ceux d'hier dans un monde qui bouge très vite.

Retirer le retour d'expérience de nos opérations est vital mais ne suffit pas. Il faut réussir à identifier les enjeux de notre pays dans un champ qui dépasse largement celui des seules opérations extérieures. Lui donner une vision, un projet pour ne pas se retrouver dans une stratégie de repli qui consisterait à rogner en permanence sur les forces parce qu'on ne sait plus très clairement ce que l'on doit défendre. C'est tout l'objet des travaux actuellement menés par la commission du Livre Blanc et qui rendent si importantes nos rencontres d'aujourd'hui et de demain.

Je voudrais pour ma part vous proposer, dans une liste naturellement non exhaustive quelques uns des principaux enjeux économiques et stratégiques tels qu'ils m'apparaissent en les illustrant parfois, vous voudrez bien me le pardonner, dans le domaine maritime.

Premier enjeu : celui de l'impact de la mondialisation sur notre sécurité.

Nous dépendons aujourd'hui de flux extrêmement variés. Cette dépendance est si forte que la moindre action, n'importe où dans le monde qui vient en perturber le cours peut avoir des conséquences immédiates sur notre économie. Ces "global Commons" illustrent la complexité et l'enchevêtrement de nos économies.

La cyber criminalité en est l'exemple le plus évident. Elle peut avoir des conséquences graves dans le domaine financier, et même dans le fonctionnement de l'Etat. L'espace en est un autre exemple car nous sommes aujourd'hui très dépendants de lui, en particulier pour le positionnement de nos mobiles, civils ou militaires.

Il en va de même pour les flux maritimes ! Car ce que j'appelle le **Sea network** est tout aussi essentiel et tout aussi capable, en cas de défaillance, de fragiliser notre économie, notre sécurité et nos intérêts nationaux ! *[C'est sans doute pour cela que l'Union européenne, l'OTAN, mais aussi la Russie, la Chine, le Japon, l'Inde se sont mobilisés pour combattre le phénomène de la piraterie qui touche aujourd'hui l'Océan indien et le Golfe de Guinée. Ces flux comprennent bien sûr le transport des biens mais aussi celui des communications mondiales dont 95% sont assurées par des câbles sous-marins transocéaniques.*

Et pour le dire de façon plus imagée, j'ajouterais qu'aujourd'hui, nous devons avoir conscience que, selon le principe de la théorie chère à Lorenz, un simple

battement d'aile de papillon dans un détroit peut entraîner un tsunami financier en Europe.

Permettez-moi de citer un exemple :

Actuellement, la route stratégique majeure pour les conteneurs transite par la mer de Chine, le détroit de Malacca, avant de parcourir l'océan Indien, de franchir le canal de Suez et de traverser la Méditerranée. Elle fournit ainsi l'essentiel de notre industrie automobile, aérospatiale et de nos biens de consommation.

Cet exemple pourrait être décliné dans bien d'autres secteurs, mais il illustre le fait que toute crise ou toute rupture d'approvisionnement située sur cette trajectoire ne manqueraient pas d'avoir un impact majeur sur la santé économique de notre pays et de l'Europe.

C'est d'ailleurs cette dépendance croissante des pays aux flux maritimes qui fait que l'embargo maritime est le premier moyen de pression pour faire fléchir un pays récalcitrant.

Bien sûr, un seul pays ne peut pas sécuriser l'ensemble des flux maritimes. Il s'agit là d'un objectif qui doit être partagé, mais il convient de se rappeler que dans les zones de crise, chaque pays a une tendance naturelle à protéger son propre pavillon avant d'aller s'occuper des autres. Ces flux sont également sensibles aux menaces asymétriques comme les vedettes suicides ou les mines et la problématique demeure la même dans un détroit éloigné ou près de nos côtes.]

Deuxième enjeu : Les enjeux de souveraineté et la guerre des ressources.

Ce phénomène de mondialisation dont je viens de décrire les effets est concomitant, et cela peut paraître paradoxal, avec celui de la réaffirmation des souverainetés. En réalité, celui-ci est souvent lié à la problématique générale des ressources nécessaires au fonctionnement de notre économie, voire de nos outils stratégiques. Nous retrouvons naturellement cette problématique dans les contestations de territoires maritimes. Car au moment où les ressources minérales à terre se raréfient et deviennent un enjeu stratégique, les progrès technologiques de prospection et d'extraction les rendent désormais accessibles dans les fonds marins. C'est ainsi que dans le cadre de la Convention de Montego Bay, 74 pays, dont la France, ont demandé l'extension de leur plateau continental. J'appelle votre attention sur le fait, qu'à cet égard, nous disposons déjà, ce qui nous différencie de nos camarades européens, de la

deuxième ZEE mondiale, 20 fois la taille de la métropole, dont 97% se trouve dans les territoires ultramarins C'est une ZEE riche en potentialités pour notre pays comme le montre le début de l'exploitation pétrolière marine en Guyane. Ces conflits de souveraineté trouvent aujourd'hui leur illustration en Mer de Chine et en Arctique. Ils sont le précurseur de ce qui pourrait se passer demain dans nos DOM/COM. Ce que nous connaissons aujourd'hui dans le domaine des ressources halieutiques, qui sont pillées si elles ne sont pas surveillées, s'étendra sans nul doute aux ressources minérales. C'est pourquoi, les forces de souveraineté revêtent, à mon sens une importance toute particulière.

Troisième enjeu : la contraction du temps.

L'accélération du temps médiatique est une conséquence directe du développement des technologies de l'information et des réseaux sociaux.

La diffusion massive en temps réel de données d'informations, d'images et d'idées est venue bousculer les règles et transformer en profondeur les relations entre les Etats et les sociétés.

Ainsi, nous assistons aujourd'hui à un écrasement des temps médiatique, politique et militaire. Les temps dont disposent les armées pour réagir sont souvent courts et les crises, plus rapides et plus imprévisibles, exigent des réponses à la fois précises et immédiates. Il s'agit là d'une évolution majeure dans l'emploi de nos forces.

Il s'agit donc d'intervenir très rapidement en jetant un dispositif. C'est pourquoi le pré positionnement de forces polyvalentes dans les zones de crise, et partout où cela est nécessaire, est important, tant en terme de connaissance et d'anticipation qu'en terme de capacité d'action et de manœuvre stratégique. C'est vrai à terre, c'est encore plus vrai à la mer car les temps de déploiement de forces maritimes sont longs : 14 jours pour aller de Toulon au détroit d'Ormuz. Mais, en contrepartie, l'accès à la terre par la mer, lorsqu'il est possible, possède un avantage : c'est qu'il ne bouscule pas les frontières terrestres et aériennes qui en temps de crise existent toujours. Nous en avons eu la démonstration lors d'opérations récentes.

Quatrième enjeu : celui du durcissement des opérations de crise et du développement des trafics.

Qu'elles soient terrestres, navales ou aériennes, nos forces sont désormais confrontées à des adversaires déterminés, ayant souvent recours à des modes d'action asymétriques et disposant d'un équipement lourd que l'on peut acquérir

aisément. Ce qui est vrai dans les opérations extérieures le devient malheureusement dans les opérations permanentes de nos armées.

Ainsi, en mer, les opérations de lutte contre la drogue conduisent la plupart du temps à déployer face à des adversaires de mieux en mieux équipés un dispositif cohérent composé d'une frégate, un avion de patrouille maritime, un hélicoptère ou des commandos. Ce ne sont jamais des opérations simples (mais qui ont permis de saisir 10 t de drogue l'année dernière !).

Ce durcissement, nous le retrouvons également dans le niveau de violence lors de ces missions. Ainsi, en 2011, 35 personnes ont été tuées en Océan Indien par des pirates d'après le rapport du Bureau Maritime International. Dans cette zone, les attaques prononcées, en particulier contre les thoniers dont nous assurons la protection, se font maintenant systématiquement avec échanges de coups de feu. Une de nos vedettes de gendarmerie a dû prononcer des coups de semonce en Guyane devant la violence des actes perpétrés par des pêcheurs illégaux contre les gendarmes chargés de verbaliser. J'ai également une pensée pour nos deux camarades de l'Armée de terre, assassinés il y a quelques mois par des orpailleurs en Guyane. Ce qui n'était, il y a quelques années, que des cas isolés est aujourd'hui devenu la règle.

Pour les armées dans leur ensemble, comme pour la marine nationale en particulier, tous ces enjeux ont déjà un impact sur l'exécution de nos missions.

Dans un tel contexte, les armées ont pour mission d'assurer la protection de nos intérêts, qu'ils soient économiques ou stratégiques, ainsi que la sécurité de nos concitoyens.

Vous rencontrerez tout à l'heure une partie des acteurs des trois armées opérant ces missions dans les cinq fonctions stratégiques, bien au-delà de celle de l'intervention qui est la plus visible, mais qui n'est pas unique. Je ne m'y attarde pas puisqu'une présentation sur le terrain est toujours plus parlante qu'un long discours.

En conclusion

Membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, membre fondateur de l'Union Européenne et de l'OTAN, la France est investie de responsabilités et de devoirs particuliers dans les domaines de la sécurité de ses ressortissants et de la prévention des crises, y compris en mer.

Dans ce contexte mondialisé où tout s'enchevêtre, nous devons être aptes à répondre à ces nouveaux enjeux qui nécessitent une panoplie de capacités de toutes les armées, dans un contexte souvent interministériel et multinational.

Nous devons donc bâtir la caisse à outils pertinente dont le chef des armées aura besoin pour répondre aux défis de défense et de sécurité de notre pays. Dans un contexte budgétaire contraint, nous pouvons naturellement rechercher à partager mieux, dans un souci d'efficacité opérationnelle et d'économies, avec nos alliés. Mais il convient d'abord de se poser la question : quelles sont les limites ou les contraintes d'un tel partage pour ne pas aller au devant d'une cruelle désillusion ?

Cela nous impose un travail important, notamment au sein de l'Union européenne, à la fois sur la description de nos intérêts souverains et sur ceux que nous pouvons, sans arrière pensée partager. Mais aussi sur notre politique étrangère commune car les éventuelles mutualisations de capacités dépendront de notre capacité à apporter une réponse politique commune aux crises.

De nombreuses questions donc qui sont aujourd'hui débattues au sein de la Commission du Livre Blanc. Je souhaite que cette 10^{ème} Université d'été puisse également nous aider à mieux définir les réponses que nous voulons apporter pour y faire face, ensemble.